

ElimuBora

Une publication de la composante 2 du Programme ACCELERE! avec l'appui de la Coopération britannique (Ukaid)

DES OUTILS
MIS EN PLACE
POUR AMÉLIORER
LA GOUVERNANCE.



“

Comme en 2018,
ACCELERE!2 sera là
pour appuyer l'ensemble
des acteurs dans
cette réforme clé.

”

LE CHANGEMENT
C'EST MAINTENANT!

LA PROMO SCOLAIRE
FAIT PEAU NEUVE

Revue des performances

LES COMITES
PROVINCIAUX
DE L'ÉDUCATION
RELANCÉS.



EDITORIAL

Le changement c'est maintenant !

L'année 2018 a été décisive pour la gouvernance du secteur de l'éducation primaire et secondaire en RDC. Avec l'appui du programme ACCELERE!2, de nombreux outils et cadres de travail ont été revus et/ou mis en place. Des procédures ont été révisées afin d'améliorer l'efficacité et l'efficience du système.

Le travail réalisé en partenariat étroit entre/et avec les acteurs a abouti à une prise de conscience du travail à accomplir et permis de définir des feuilles de route quant au chemin restant à parcourir.

Conscientisés, informés, formés et outillés, les acteurs sont désormais capables de mieux appréhender leur rôle et les changements à apporter dans les pratiques du quotidien pour faire évoluer le système.

A l'aube de la nouvelle année 2019, l'objectif est de faire un point sur ce qui a été mis en place au cours de l'année

précédente (cadre, organes, outils) et apprécier ensemble les premiers changements ressentis sur le terrain. Le lancement de la Stratégie sectorielle de l'éducation et de la formation (SSEF) a en effet présidé à la mise en place d'un nouveau cadre focalisé sur la gestion axée sur les résultats.

Avec notre appui, les acteurs en provinces se sont employés, d'abord à décliner la SSEF en stratégies provinciales de l'éducation, ensuite à la réalisation de la toute première revue des performances du secteur à tous les niveaux (Promo-scolaire). Ils se sont aussi attelés à mettre en place des outils qui permettent de décliner la stratégie en orientations opérationnelles.

En même temps, à travers la relance des Comités Provinciaux de l'Éducation et leurs Groupes de Travail Thématique (GTT), les organes en charge de la gestion éducative ont été renforcés.

Dans ce numéro, nous passons en revue les résultats obtenus grâce aux efforts conjugués de tous nos partenaires du système éducatif en RDC. Nous donnons la parole aux acteurs, à celles et ceux qui ont bénéficié des appuis d'ACCELERE!2 et travaillent au quotidien au fonctionnement du système. Ils nous racontent comment ils ont intégré dans leurs pratiques les changements voulus par la réforme de la gouvernance.

L'édition que vous tenez en main montre les progrès réalisés, surtout ceux qui nous reste à accomplir pour améliorer l'accès et la qualité du système éducatif sur le terrain.

En 2019 ACCELERE!2 sera aux côtés de ses partenaires pour relever les défis et approfondir la réforme de sorte à permettre des changements tangibles au niveau des écoles.

Virginie Briand
Cheffe d'équipe, ACCELERE!2



Les comités provinciaux de l'éducation **sont relancés.**



Yves Z'hindular/Mott Mac Donald RDC

L'éducation est un bien public. Aussi est-il normal et nécessaire que l'identification des priorités éducatives et les décisions liées à l'opérationnalisation de ces priorités soient prises en concertation avec l'ensemble des acteurs concernés, publics et privés au niveau central et provincial.

D'autant plus que l'éducation est une matière décentralisée. Elle n'est donc pas l'apanage des acteurs déconcentrés mais nécessite au contraire une forte implication des acteurs décentralisés y compris des parents et des communautés.

La transparence et la concertation sont des gages d'efficacité. Elles permettent que les acteurs, qui ont des points de vue et expériences différents, au sortir d'un processus d'échange s'entendent sur des objectifs communs. C'est un prérequis à tout changement. Les acteurs ne peuvent pas mettre en œuvre des décisions auxquelles ils n'ont pas participé et/ou auxquelles ils n'adhèrent pas. S'ils ont le sentiment de ne pas avoir été entendus et/ou écoutés, alors le risque est grand qu'ils rejettent les changements de façon active ou passive. Il faut donner aux acteurs les moyens pour s'approprier et internaliser le changement.

Pour y parvenir, cela suppose que les

acteurs analysent la situation qui est la leur, identifient de façon concertée les objectifs et priorités. Ensuite, ils élaborent une stratégie provinciale et se réunissent régulièrement pour échanger autour des décisions à prendre afin d'atteindre les objectifs définis dans la stratégie.

C'est pourquoi au cours de l'année 2018, A I2 a appuyé les acteurs de l'Equateur, du Sud Ubangi, du Kasai-Central, Kasai-Oriental, Haut-Katanga et Lualaba dans la définition de leur stratégie provinciale de l'éducation. Puis ACCELERE I2 a aidé à la relance des comités provinciaux de l'EPSP dans chacune de ces mêmes provinces. Ensuite, le management a aidé à la mise en place et utilisation de nouveaux outils de planification. Les comités provinciaux de l'éducation sont des organes clés dans la nouvelle dynamique, et réforme de la gouvernance.

Les Comités provinciaux de l'EPSP redynamisés jouent un rôle d'accompagnement, de suivi et évaluation du Plan d'action opérationnel (PAO) de la Direction provinciale de l'EPSP. Ils sont des cadres de concertation au sein desquels les décisions clés peuvent être préparées, discutées et prises de façon transparente.

C'est ainsi que dans les provinces

appuyées, les groupes de travail thématiques (GTT) qui sont les organes techniques des Comités provinciaux de l'éducation ont préparé un certain nombre de dossiers et travaillent à faire évoluer les mentalités. Leurs travaux ont ainsi servi de soubassement à des prises de décisions innovantes susceptibles non seulement de permettre une mise en œuvre réelle des stratégies provinciales et aussi des avancées concrètes en termes de qualité et d'accès à l'éducation.

Au Kasai -Central, grâce à leur implication, deux propositions d'Edits relatif à l'application du principe de gratuité ont été endossées par les membres de l'Assemblée provinciale et ceux du gouvernement provincial. Les membres de ces groupes se sont appropriés le processus de planification et de suivi des questions budgétaires.

En ce qui concerne le Lualaba, le comité de l'EPSP s'est impliqué dans la phase d'élaboration de la stratégie sectorielle provinciale de l'éducation et du plan d'action provincial. Il a également été d'une grande assistance technique au près du ministère provincial de l'Epsp dans la phase de préparation du budget de l'éducation pour l'exercice 2019, celui-ci est ainsi passé à 60 727 595 826, et représente désormais 14,1 % du budget global.

LA PROMO SCOLAIRE FAIT PEAU NEUVE

Place à la Revue des performances

Le nouveau format rompt avec la routine qui faisait de la Promo Scolaire une rencontre annuelle, sans texte de base ni contraintes en termes de résultat. Les contributions et la participation des acteurs n'étaient pas déterminées en amont. La thématique était aléatoire et dépendait le plus souvent des circonstances et des organisateurs. Le modèle de rapportage n'était pas précis et les travaux n'étaient pas suffisamment circonscrits.



La Revue des Performances permet désormais de donner des orientations claires aux acteurs de terrain pour leur permettre d'atteindre les objectifs visés par la Stratégie sectorielle de l'éducation et de la formation (SSEF) et décliner de façon spécifique dans leur stratégie provinciale.

Pour ce faire, elle repose sur une évaluation précise, province par province, des performances de l'année scolaire en cours, c'est-à-dire des résultats atteints, ou pas, par l'ensemble des entités en charge de l'éducation primaire et secondaire. Une fois cette évaluation faite et les progrès mesurés, il s'agit alors de réajuster les approches pour combler les retards éventuels et/ou déficits de résultats et planifier ensuite les activités de l'année suivante, dans un souci d'efficacité et d'efficience.

La première revue des performances s'est tenue en Août 2018. Elle a permis de tester la nouvelle approche au travers les provinces appuyées par ACCELERE !, d'informer l'ensemble des acteurs du contenu du nouveau format et des attentes par rapport à l'année prochaine, de tirer des leçons du passé pour ajuster le format de la prochaine revue 2018-2019.

L'analyse des performances se fait sur base d'indicateurs précis au travers des indicateurs de diagnostic qui servent à présenter la base zéro ou situation de départ et des indicateurs de changement qui seront spécifiques, mesurables, pertinents et assortis de délais précis.

Le cycle de p



CONCRÈTEMENT, C'EST QUOI LA PERFORMANCE ?

Dans sa perception la plus claire, la «Performance» désigne les résultats/ réussites atteints dans un domaine quel qu'il soit.

Pour ce qui est du secteur de l'éducation primaire et secondaire, cette notion est devenue au centre des préoccupations avec l'adoption de la SSEF et la mise en application des principes de gestion axée sur les résultats (GAR).

Planification

La stratégie nationale de l'Education et de la Formation (2016-2025).

Elaboration de la Stratégie provinciale de l'éducation et de la formation

Elaboration du PAO de la province pour l'année nouvelle.

Elaboration du budget de la Province et celui lié à l'Education.

Promo scolaire en tant que Revue annuelle des performances du secteur.

Tableau de bord

Promo nationale
Délais : 3ème semaine d'Août

Acteurs :

- Secrétaire Général ;
- Inspecteur Général de l'enseignement;
- Gouvernement de la Province hôte ;
- Directeurs-chefs des services centraux ;
- Inspecteurs Généraux Adjoints ;
- Coordinateurs nationaux des Etablissements publics conventionnés ;
- Directeurs des Provinces Educationnelles ;
- Inspecteurs Principaux Provinciaux ;
- Directeurs Provinciaux du SECOPE ;
- Associations des parents d'élèves ;
- Associations des Promoteurs d'établissements privés agréés d'enseignement ;
- Syndicats d'enseignants de l'EPSP; etc.

Promo S/provinciale
Délais : 3ème semaine de Juillet

Acteurs :

- Autorité politico-administrative locale ;
- Délégué de la Province Educationnelle ;
- Chef de la Sous-province éducationnelle ;
- Inspecteurs Chefs de Pool du primaire et du secondaire ;
- Antenne de Planification et Statistiques ;
- Service National d'identification des Elèves ;
- Service de Contrôle et de Paie des Enseignants ;
- Service du Partenariat éducatif ;
- Gestionnaires d'établissements publics conventionnés ;
- Associations des parents d'élèves ;

Revue de l'établissement
Délais : 1ère semaine de Juillet

Acteurs :

Autorité politico-administrative locale ; Chef d'Etablissement scolaire; Conseil de Gestion Scolaire ; autres membres du Comité des Parents; Délégué syndical; Organisations Non Gouvernementales Educatives ; Leaders communautaires;

EQUATEUR

Nos partenaires s'expriment...

Itongi Mapla

Le député Itongi Mapla a participé à un atelier organisé par le programme ACCELERE!2 sur les mécanismes budgétaires. “Cette activité nous a permis de comprendre la pertinence de pouvoir améliorer le budget du secteur de l'éducation” explique-t-il.

Cet élu local plaide pour la gratuité de l'éducation préconisée par la Constitution. Mais puisque, dans les faits, les parents continuent à payer les études de leurs enfants, le député plaide pour un encadrement de ces frais de scolarité.

“Ma motivation est d'alléger la



Pix-Images/Mott MacDonald RDC

charge des parents, essayer de donner à tous les enfants, quelle que soit leur classe sociale, la possibilité de pouvoir étudier”, argumente Itongi Mapla.

Cet élu local est convaincu que si l'édit qu'il a proposé à l'Assemblée a été adopté, c'est le fruit de l'atelier organisé par le programme ACCELERE!2. Itongi Mapla pense que les activités d'ACCELERE!2 vont permettre, à terme d'améliorer la qualité de l'enseignement primaire et secondaire en République démocratique du Congo.

Gaby Bomolo

Ex-directeur de cabinet du ministre provincial de l'éducation, province de l'Equateur.



Pix-Images/Mott Mac Donald RDC

Il a participé à plusieurs séminaires et ateliers organisés par ACELERE!2, à Kinshasa comme dans la province de l'Equateur.

De manière particulière il s'est imprégné des notions de planification axée sur les résultats.

A la suite de ces formations, il dit avoir acquis de nouvelles compétences : “Personnellement j'ai bénéficié de connaissances sur le plan managérial. Maintenant, je sais comment mettre en oeuvre un plan d'activité opérationnel”.

Dans la pratique, Gaby Bomolo sait désormais localiser et gérer en

temps réel les écoles de la province. Il dispose désormais d'outils pour déterminer comment fixer les frais scolaires ou encore comment accroître le niveau de scolarisation des enfants pygmées.

Pour l'avenir, le directeur de cabinet du ministre provincial de l'Equateur voudrait que la gratuité de l'enseignement devienne effective dans sa province, que les filles et les enfants pygmées soient de plus en plus scolarisés.

“Lorsque l'éducation est assurée, le développement de la province suivra sans problème”, résume M. Bomolo.

Jean-Marie Ingila

Ex-Directeur de cabinet du gouverneur de la province de l'Equateur.

“Ici chez nous le plus souvent on voit le matériel : la construction des écoles, des habitations, etc. Mais les gens ne comprennent pas que c'est la gouvernance qui apporte ces choses”.

Jean-Marie Ingila hésite à se projeter vers l'avenir, en raison des échéances électorales prévues en décembre et des changements éventuels que cela impliquerait à la tête de la province.

Toutefois, ce collaborateur du gouverneur souhaiterait qu'un



Pix-Images/Mott MacDonald RDC

certain nombre de priorités restent à l'agenda des autorités provinciales, même en cas de changement au niveau de l'exécutif :

“En matière de frais scolaires, il faudrait la gratuité pour les enfants des peuples autochtones, les pygmées, comme ils n'ont pas de ressources et qu'ils sont stigmatisés”. A plus long terme il aimerait que cette gratuité de l'enseignement s'étende aux autres enfants, particulièrement les filles.

KASAI-ORIENTAL

Dominique Ilunga,

Président de la Fédération des entreprises du Congo pour les provinces du Kasai oriental



Pix-Images/Mott MacDonald RDC

Dominique Ilunga a participé à de multiples activités organisées par ACCELERE!2, dont l'élaboration d'un plan éducationnel de la province du Kasai oriental. Il estime que ces initiatives “font prendre à la communauté la responsabilité de l'éducation de la jeunesse”.

D'un point de vue pratique, Dominique Ilunga pense que la FEC a un intérêt à soutenir les initiatives visant la réforme du secteur de l'éducation :

“C'est nous (la FEC) qui utilisons les jeunes qui sortent des écoles. On doit pouvoir récupérer des jeunes bien formés pour pouvoir

faire fonctionner les entreprises et faire tourner l'économie”, explique-il.

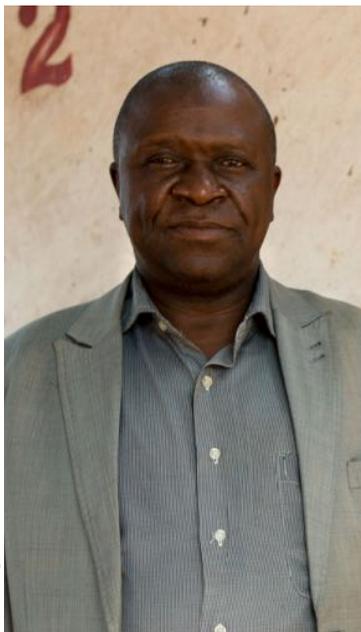
Cet opérateur économique note qu'il y a un “problème d'inadéquation de l'enseignement” et souhaite que des réformes dans ce secteur-clé soient mises en oeuvre. Le responsable du patronat dans le Kasai oriental se veut optimiste. Il espère que d'ici cinq à six ans, il y aura des “écoles capables d'assurer un avenir qu'il faut pour la jeunesse”. Pour y arriver, il plaide pour une synergie entre les collectivités publiques et les communautés locales.

KASAI-ORIENTAL

Jeff Mbiya Tshimanga

Sous Proved de Mbujimayi 2 division de l'enseignement primaire, secondaire et professionnel.

Pix-Images/MottMac Donald



“Avec la planification basé sur les résultats, il y a moyen d'aider les écoles à élaborer leur plan de développement”, constate ce gestionnaire de structures scolaires. Pour le chef de sous Proved de l'EPSP Mbujimayi 2, cette approche s'intègre dans la stratégie de la réforme du système éducatif prônée par le gouvernement :

“Du point de vue fond et forme, mes impressions sont bonnes”, se réjouit Jeff Mbiya. Il renchérit : “sans cet accompagnement (d'Accélére); cette stratégie allait seulement rester un leurre et nous n'aurions pas su comment nous y prendre sur le terrain”.

De manière particulière, Jeff Mbiya note l'importance de l'atelier sur le financement innovant du système éducatif. Il constate que ces nouvelles manières de procéder, permettent d'apporter des “solutions pragmatiques” aux problèmes qui se posent dans le secteur de l'éducation.

D'un point de vue personnel, Jeff Mbiya se sent “très motivé” à participer à ces activités. “En tant que gestionnaires, cet accompagnement renforce nos capacités et me permet en tant qu'acteur du système, de pouvoir faire pivoter ce système jusqu'au plus bas de l'échelle, c'est à dire au niveau des écoles”.

Jacques Tshitenga

Coordonnateur du bureau d'études à l'assemblée provinciale du Kasai-Oriental.

“A mon avis l'approche est bonne car elle vise à sensibiliser les acteurs clés qui interviennent dans le processus de prise de décisions, décisions qui ont un impact sur le comportement des acteurs dans le cadre de la gouvernance”, indique ce collaborateur du président de l'Assemblée provinciale du Kasai oriental.

La motivation de Jacques Tshitenga résulte de l'intérêt qu'il porte aux questions liées à l'éducation.

“Personnellement j'ai bénéficié de la prise de conscience des difficultés qu'éprouve le secteur de l'EPSP au

Pix-Images/MottMac Donald



niveau de notre province, les difficultés de gouvernance”, remarque-t-il. Ce diagnostic lucide lui permet de se motiver davantage dans la recherche de solutions pertinentes.

D'ici cinq ans, Jacques Tshitenga espère que le budget alloué à l'enseignement pourra aller “d'accroissement en accroissement” car d'après lui, “les acteurs clés du secteur sont mieux sensibilisés”. C'est ainsi que les difficultés du secteur trouveront progressivement des solutions; estime Jacques Tshitenga.

KASAI-CENTRAL

Agnès Mujinga

Inspectrice principale provinciale adjointe de l'éducation.



Pix-Images/Mott Mac Donald RDC

« Avant, les bureaux gestionnaires n'avaient pas de plan d'action. Ils fonctionnaient vaille que vaille », se souvient-elle.

Depuis que cette inspectrice de l'enseignement a été formée sur la planification axée sur les résultats, elle met en œuvre ce qu'elle a appris et partage ses nouvelles connaissances avec ses collègues inspecteurs.

Et peu à peu, elle constate des changements positifs dans la gouvernance des écoles : « Maintenant nous avons une stratégie provinciale de l'éducation. On planifie sur base des résultats, on exécute les activités pour atteindre les résultats et on évalue

les résultats »; explique-t-elle. Agnès Mujinga est membre de la task force « Genre » mise en place par ACCELERE!2.

Grâce au plaidoyer qu'elle mène, elle espère voir plus de présence féminine dans les structures de gouvernance des écoles et plus d'accès des filles à l'éducation.

« Dans cinq ans, nous pensons qu'il y aura de bons résultats, que la tendance va changer. Nous aurons 50 pourcents des femmes et 50 pourcents d'hommes à l'éducation. Nous aurons beaucoup de filles à l'école, les élèves seront dans de bonnes conditions parce qu'ils seront gérés par de bons gestionnaires ».

Simon Zono Ingalea

Ex-Directeur de la province éducationnelle éducationnelle du Kasai1

“Cela nous a permis d'appréhender les problèmes majeurs auxquels sont confrontés tous ces bureaux gestionnaires”, reconnaît Simon Zono.

De manière générale, ce professionnel de l'éducation constate un net changement après les ateliers auxquels il a pris part : “ Grâce à l'appui d'Accélère2, nous adoptons de nouvelles habitudes dans notre comportement. Les questions de redevabilité, de transparence dans la gestion”, sont désormais prises en compte.

D'un point de vue personnel, le

directeur de la province éducationnelle du Kasai1, s'est imprégné de ces nouvelles pratiques : “Au moment où je parle, moi je ne peux plus travailler sans avoir planifié dans le temps, dans l'espace, les activités que je dois mener”.

Si le train de ces réformes est maintenu, Simon Zono entrevoit de meilleures perspectives à l'horizon 2023 : “Je suis persuadé qu'au bout de cinq ans nous aurons eu des résultats palpables dans le cadre de l'accès, de l'amélioration de la qualité de l'éducation des enfants et du point de vue de la gouvernance”.



Pix-Images/Mott Mac Donald RDC

KASAI-CENTRAL

Germain Bampale

Sous-proved de Demba dans la province du Kasai central.



Pix-Images/MottMac Donald RDC

Germain Bampale constate qu'autrefois, ils "naviguaient à vue". Depuis qu'il a été formé sur la planification basé sur les résultats, il travaille de manière différente : "désormais, je sais qu'il faut planifier certaines activités et qu'à la fin il faut évaluer, voir si les objectifs assignés à ces activités ont été réellement atteints".

La motivation de Germain est toute simple : " En tant que gestionnaire d'écoles j'avais besoin d'avoir un document, un soubassement qui me permette de voir comment les choses évoluent dans ma juridiction".

Sur le plan personnel, Germain dit

avoir acquis de nouvelles compétences suite aux formations dont il a bénéficié : "J'ai désormais une cartographie des activités que je dois mener au sein de ma juridiction. Avant ce n'était pas possible". Grâce à ces nouveaux outils à sa disposition, ce professionnel de l'enseignement nourrit de grandes ambitions. "Dans cinq ans, j'estime qu'il y aura une nette amélioration".

Il espère que ces formations seront étendues à tous les chefs d'établissements et que cela impactera de manière positive sur la qualité de l'enseignement.

SUD-UBANGI

David Diaz Yambo

David Diaz Yambo est ex-ministre de l'éducation du gouvernement provincial

"Nos députés et ministres provinciaux ont beaucoup appris, notamment en ce qui concerne les cycles budgétaires du secteur de l'enseignement", note David-Diaz Yambo N'sana.

Faisant écho aux activités d'ACCELERE!2, les députés ont adopté un édit, un texte de loi à portée provinciale, visant à "diminuer sensiblement les frais scolaires jusqu'à 50 pourcents",



se réjouit le ministre provincial de l'éducation. Pour consolider ces acquis dans l'avenir, David-Diaz Yambo plaide pour une augmentation progressive du budget alloué à l'éducation, de 2 à 15 Pourcents, préconise-t-il. "Cela nous permettrait de réaliser beaucoup plus de choses pour l'éducation. Quand nous parlons d'accès, quand nous parlons de qualité, tout ceci n'est possible que s'il y a un budget conséquent".

SUD-UBANGI

Philippe Bay,

Membre du groupe thématique frais scolaire, dans la province du Sud-Ubangui.

La Province du Sud-Ubangi, explique-t-il, a tenté de faire supprimer les frais scolaires que paient les parents. Mais l'initiative n'a pas abouti, faute de moyens.

“C'est là que nous avons compris que pour aller à la gratuité, c'était d'abord un processus. On ne pouvait pas appliquer du coup cette gratuité sans mesure d'accompagnement”, remarque ce collaborateur du ministre provincial de l'enseignement.

“ACCELERE!2 nous a vraiment aidé à promouvoir une gestion transparente des bureaux



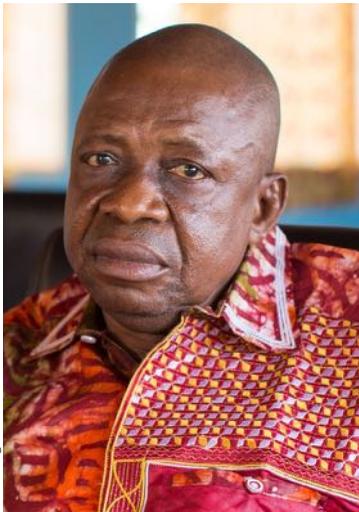
gestionnaires à travers les données fiables obtenues”.

Cette nouvelle manière de travailler permet la mise sur pied d'un “cadre efficient de production de services publics accessibles à tous”, explique-t-il.

Pour les cinq prochaines années, Philippe Bay espère que les réformes actuellement mises en place vont être consolidées. L'objectif pour lui étant d'arriver à une situation de “zéro frais scolaire” afin que tous les enfants, même les plus démunis, puissent être scolarisés.

Errol Mbita Zoma

Ex-président de la commission socio-culturelle de l'Assemblée provinciale



Pix-Images/MottMac Donald

En sa qualité d'élue, Hérale Mbita a été associé à plusieurs activités organisées par le programme ACCELERE!2. Il a participé à des séminaires et ateliers. A chaque fois qu'il en a l'occasion, il insiste sur la nécessité d'appliquer, de manière effective, le principe de la gratuité de l'école élémentaire.

“En tant que député et à titre personnel, je suis d'abord parent. Les frais scolaires sont tellement élevés qu'ils empêchent

à certains enfants d'accéder à l'éducation. Voilà pourquoi je me donne corps et âme pour lutter contre la hausse des frais scolaires”.

Hérale Mbita suit de près les activités que déploie A!2 à travers le pays. Il est convaincu que les réformes mises en oeuvre vont dans le bon sens, il espère que dans cinq ans, “les enfants pourront étudier gratuitement” et qu'ils seront nombreux à pouvoir aller à l'école.

HAUT-KATANGA

Cosmas Mungimba

Chef de sous-division de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel de Kipushi.

Pix-Images/Mot tMacDonald RDC



“ACCELERE!2 nous aide à identifier les lacunes que nous avons comme gestionnaire. Nous sommes responsables des écoles et nous devons avoir une vision et une compréhension des réformes qui sont mises en place par notre système éducatif»; explique-il.

Dans la province où il était précédemment basé, Cosmas Mungimba, ne bénéficiait pas des formations et ateliers organisés par Accélère2. Mais dès sa nouvelle affectation dans le Haut-Katanga, il a immédiatement été intégré dans le programme de réforme du secteur de l'éducation. Et les formations dont il a bénéficié lui ont permis d'atteindre des objectifs

concrets : “ J’ai réussi à faire une planification pour mon entité. J’ai fait un plan triennal pour la sous-division de Kipushi. Et ce document là signifie que j’ai changé ma façon de voir mes responsabilités. Donc je commence à planifier sur 1 an, sur 3 ans et même sur cinq ans. Cette logique là, je ne l’avais pas avant”.

Cosmas Mungimba caresse un rêve. Ce passionné de l'enseignement espère que ces nouvelles pratiques acquises vont être pérennisées et consolidées. Et qu'à terme, le système éducatif congolais “change son image” et qu'il “évolue dans le sens de la bonne gouvernance”.

Willy Benjamin Kasonde

Conseiller au ministère provincial de l'enseignement (Haut-Katanga).

Depuis 1972, il a gravi un à un les échelons de l'EPSP et a fini chef de division de l'enseignement du Katanga, avant le découpage territorial.

“Participer à ce programme relève de ma nature même, de ma formation et de mes fonctions”, explique-t-il. D'un point de vue personnel, Willy Benjamin trouve sa motivation dans le désir d'acquérir de nouvelles compétences et de les partager avec ses collaborateurs. Pour Willy-Benjamin Kasonde, la

planification basée sur les résultats, constitue la charnière de la réforme de l'éducation en cours d'implémentation. Si ce procédé se généralise dans le système éducatif, cela impactera sur les résultats, analyse le sexagénaire.

Cet ancien fonctionnaire de l'enseignement espère que les acquis de la réforme en cours pourront se consolider dans le temps et impacter sur la qualité et l'accès à l'éducation pour tous les enfants.

Pix-Images/Mot tMac Donald RDC



LUALABA

Alexis Musoya Mazuwa

Conseiller du ministère provinciale de l'éducation de la province du Lualaba.

“Nous sommes passés d'une gestion aléatoire à une gestion purement technique. On ne peut pas évaluer une activité si en amont il n'y a pas eu une planification efficace, cohérente, réaliste et participative”; analyse Alexis Musoya.

Ce technicien du ministère de l'éducation, relève que c'était une “difficulté” que la province du Lualaba n'ait pas une stratégie sectorielle de l'éducation alors qu'au niveau national, une telle stratégie existait déjà.

Grâce à l'appui d'ACCELERE!2,

la province du Lualaba dispose désormais de sa propre stratégie sectorielle en matière d'éducation et de formation, ce qui constitue une “avancée significative pour la province” se réjouit le conseiller du ministre.

D'un point de vue personnel, Alexis Musoya dit avoir acquis un savoir théorique qu'il s'applique désormais à mettre en pratique. Pour lui, les différentes formations et ateliers auxquels il a participé lui permettent de “concrétiser” la décentralisation dans le secteur de l'éducation.



Pix-Images/MottMac Donald-RDC

Georgine Kabuya

Conseillère en charge de la planification au Commissariat général au plan et budget.



Pix-Images/MottMac Donald

“J'ai apprécié l'atelier sur les innovations dans le secteur de l'éducation. Cela va permettre à la population de contribuer à la gratuité de l'éducation au niveau du primaire”, explique-t-elle.

Pour Georgine Kabuya, il faudrait mieux sensibiliser les populations locales pour qu'elles participent de manière plus active à la réforme en cours :

“ C'est très préoccupant comme nous voyons qu'une grande partie de la population n'a pas accès à l'information sur l'éducation.

Je trouve que c'est l'information qui est la plus importante.

Elle peut permettre de réveiller cette population qui est peut être attentiste. Qui attend qu'on décide pour elle”.

En tant que spécialiste de la planification, l'essentiel du travail de Georgine consiste à se projeter vers l'avenir. Cet avenir, elle l'imagine prometteur, à condition, dit-elle, que la population prenne conscience du rôle qu'elle peut jouer dans le secteur de l'éducation.

Des outils mis en place au niveau provincial pour



PLAN D'ACTION OPERATIONNEL (PAO)

Il s'agit d'un instrument important de planification qui consiste en la coordination, la réalisation et le suivi-évaluation des activités de l'année, du sommet jusqu'au niveau local. Il permet aux acteurs de :

- Travailler dans une vision stratégique;
- Saisir les vrais besoins du secteur;
- Budgétiser selon les besoins réels concertés du secteur
- Partager des responsabilités entre acteurs.

Le Plan d'action opérationnel découle de la Stratégie provinciale sectorielle de l'éducation et de la formation. Il est élaboré après un diagnostic/ analyse des programmes de la SSPEF, l'analyse des recommandations des assises de la promo-scolaire et la prise en compte des indicateurs clés retenus dans le tableau de bord de l'entité. Sur cette base, le PAO présente :

- Les programmes;
- Les axes des programmes;
- Les sous-programmes;
- Les activités;
- Les tâches ;

Sa validation regroupe les Acteurs éducatifs, PTFs, Communauté, OSC, le Secteur Privé (membres du CP EPSP).

Structures de mise en oeuvre

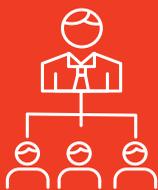
Gouvernement national, Assemblée Provinciale, Ministère provincial de l'éducation, Comité provincial de l'EPSP, Direction provinciale de l'EPSP, Inspection Principale Provinciale, SECOPE, Coordination des écoles conventionnées, Entités Territoriales Décentralisées (ETD), Sous-Division provinciale de l'EPSP, COPA, COGES, Ecole, Société Civile, PTF.

Sources de financement

- Gouvernement national
- Gouvernement Provincial
- Partenaires Techniques et Financiers.

Direction pilote

Direction d'étude et de planification (DEP).



PROMO SCOLAIRE

La Promo scolaire ou la revue des performances consiste à amener les acteurs du système éducatif à évaluer leurs performances de l'année scolaire en cours, celles de l'ensemble des entités à tous les niveaux du système éducatif, puis à planifier les activités de l'année suivante.

Plus spécifiquement, il s'agit d'offrir un cadre d'échanges pour :

- Evaluer le niveau de mise en œuvre des recommandations des assises de Promotion Scolaire précédentes.
- Fournir des informations utiles et pertinentes sur le niveau d'exécution des réformes en cours dans le Sous-secteur de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel
- Dresser le profil provincial sur base des principaux indicateurs d'accès, de qualité et de gouvernance et les priorités pour l'année à venir afin de les améliorer.

Structures de mise en oeuvre

- Ecoles (Revue de l'établissement)
- S/division (Promo -S/provinciale)
- Division (Promo-provinciale)
- Secrétariat général (promo scolaire nationale)

Sources de financement

- Gouvernement national
- Gouvernement Provincial
- Partenaires Techniques et Financiers.

Direction pilote

Direction de l'administration scolaire (DAS)

Améliorer la gouvernance du secteur.



TABLEAU DE BORD

Le tableau de bord est le document qui reflète la situation exacte du système éducatif dans une entité scolaire donnée.

- Il est élaboré sur base des indicateurs pertinents, sélectionnés à cet effet.
- la compréhension et l'interprétation des informations présentées inspirent, éclairent les décisions à prendre, les actions à mesurer et celles à mener dans une entité scolaire donnée.

Le Tableau de Bord est élaboré sur base des données collectées et retenues pour la promo scolaire locale. Il est un outil d'aide à la décision.

Il dévoile "l'état de santé" en temps réel d'une entité scolaire et remplit notamment les rôles suivants:

- Système d'alerte et également d'action: Il permet de prendre les mesures nécessaires lorsque les écarts sont détectés entre ce qui est prévu et ce qui se passe réellement.
- Tirer les leçons: les décideurs peuvent tirer des conclusions sur les écarts constatés et les actions mises en place pour corriger le tir.
- Projeter l'avenir: Il permet aux décideurs de se projeter en avant et d'avoir ainsi des informations pour établir des prévisions.

Structures de mise en oeuvre

Gouvernement national, Assemblée Provinciale, Ministère provincial de l'éducation, Comité provincial de l'EPSP, Direction provinciale de l'EPSP, Inspection Principale Provinciale, SECOPE, Coordination des écoles conventionnées, Entités Territoriales Décentralisées (ETD), Sous-Division provinciale de l'EPSP, COPA, COGES, Ecole, Société Civile, PTF.

Sources de financement

- Gouvernement national
- Gouvernement Provincial
- Partenaires Techniques et Financiers.

Direction pilote

Direction pour la gestion de l'éducation (DIGE)

Au niveau centrale (national)

Ces outils viennent améliorer l'efficacité et l'efficience de quelques directions et service du Ministère de l'EPSP. Ils permettront d'intégrer les bonnes pratiques à même de provoquer le changement dont le secteur éducatif a

Direction administrative et financière (DAF)

- Outil d'exécution du budget
- Outil de suivi de bons d'engagement

Direction d'administration scolaire (DAS)

- Outil de suivi de recommandation de la Promo scolaire

Direction de La Formation des Enseignants et des Bureaux Gestionnaires des Ecoles (DIFORE- BG)

- Outils de diagnostic des bureaux gestionnaires selon les normes et standards de leurs créations: Bureaux gestionnaires complètement fonctionnels (BGCOF).

Service de Contrôle et de la Paie des Enseignants (SECOPE)

- Outil d'archivage des textes légaux ,
- Fichiers des écoles par mode de gestion et par regroupement administratif

Direction d'étude et de planification (DEP)

- Outil de suivi de la mise en œuvre du PAO
- Outil de remplissage du rapport synthèse de l'EPSP.

ACCELERE!2

Accès | Lecture | Rétention | Redevabilité
Programme d'appui à la réforme du secteur de l'éducation en RDC

La vision
du Gouvernement
Conglais pour le secteur de
l'éducation est
« la construction d'un système
éducatif inclusif et de qualité
contribuant efficacement
au développement
national, à la promotion de la paix et
d'une citoyenneté démocratique »

(SSEF 2016 - 2025).

L'éducation de qualité: un engagement collectif!

Ce document a été produit dans le cadre de la mise en oeuvre de l'activité 2 du Programme ACCELERE!.
Ce projet vient en appui à la réforme du système éducatif congolais avec le soutien financier de la Coopération
britannique (UKAID) et de l'Agence américaine pour le développement international (USAID).

